

Un pont entre l'Est et l'Ouest

Le Luxembourg-Poland Business Club sert à construire une plateforme d'affaires entre le Grand-Duché et le pays de Chopin.

Créé fin 2012, le LPBC est présidé par Artur Sosna, fondateur de la société Inspiring Speaker. Le but de cette chambre de commerce qui possède le statut d'ASBL est, selon son président, de «faire la liaison entre les deux pays».

De notre journaliste Aude Forestier

Qu'est-ce qu'un petit pays (par sa taille) comme le Luxembourg peut apporter à ce «géant» de l'Est, à la croissance dynamique depuis 25 ans, qu'est la Pologne? Beaucoup de choses si l'on en croit Artur Sosna, président du Luxembourg-Poland Business Club (LPBC).

Cette chambre de commerce bilatérale, sans lien avec la politique luxembourgeoise ou polonaise, existe depuis trois ans et demi. «Souvent, on ne prend pas ces relations au sérieux car le Luxembourg est un petit pays», indique Artur Sosna. Lorsque Artur parle de ce projet à l'ambassadeur de Pologne, ce dernier ne semble pas très enthousiaste. Finalement, il lance le projet. «Et ça marche!», s'exclame-t-il. Cette chambre de commerce travaille autant avec l'ambassade de Pologne au Luxembourg qu'avec celle du Grand-Duché en Pologne.

Du private equity à l'entrepreneuriat

«Mon but est de faire la liaison avec les deux pays», argumente le président du LPBC. Mais aussi de faire connaître son association, car si on tendait un micro sur les trottoirs de Varsovie ou de Cracovie, il y aurait de fortes chances que les habitants de ces villes répondent qu'ils ne savent pas de quoi il en retourne. Elle compte parmi ses membres 30 sociétés – les Big 4, les grandes banques de la place financière, ArcelemMittal, des firmes polonaises et des PME – et 60 personnes.

Le LPBC propose «12 événements par an», souligne son président. Comme par exemple, la «Benelux Private Equity Conference» qui s'est déroulée le 18 octobre dernier, une manière de rencontrer l'élite du private equity européen. Le Luxembourg-Poland Business Club a été partenaire de l'Economic Forum organisé au sud de Cracovie. Il s'agit de «la plus grande conférence économique en Europe de l'Est», considérée comme le deuxième Davos.



Photo : fabrizio pizzolante

Présidée par Artur Sosna, la Chambre de commerce luxembourgeo-polonaise peut ouvrir des portes à ceux qui veulent s'installer dans l'un des deux pays ou faire des affaires.

Le LPBC organisera une nouvelle fois, en octobre prochain, l'Entrepreneurial Women Project. «C'est la seule formation en anglais pour les femmes qui veulent devenir entrepreneuses», affirme Artur Sosna. Pendant six samedis, entre octobre et novembre, les participantes acquièrent des notions en matière de marketing et de TVA. Elles apprennent à monter un modèle d'affaires et il leur est dispensé des notions sur la location d'un bail

commercial. Sur les 30 personnes inscrites, «30 % sont des Polonaises installées ici», note le président.

Des domaines de collaboration à creuser

Le second projet phare de l'association est «le Summer Business Ball», un événement pendant lequel les participants des deux pays pourront tisser des liens et faire des affaires. Car selon Artur Sosna, «on peut

faire pas mal de business entre les deux pays». Les domaines dans lesquels les deux pays peuvent collaborer sont nombreux : les TIC, les biotechnologies, les satellites, la finance ou encore l'automobile. Le campus automobile de Bissen, qui entrera en fonction à partir de l'été 2018, «pourrait être intéressant pour la Pologne. Les start-up polonaises pourraient venir ici établir des contacts», anticipe le président du LPBC.

5

LE CHIFFRE

La Bolivie, qui prévoit 5 % de croissance en 2016, affichera le meilleur taux de croissance d'Amérique du Sud pour la troisième année consécutive, a annoncé la Banque centrale bolivienne. «Nous prévoyons une croissance du PIB proche de 5 %, ce qui fera de la Bolivie le pays avec le meilleur taux de croissance d'Amérique du Sud», a déclaré le président de l'institution, Marcelo Zabalaga. En dépit de la chute des cours des matières premières, «sous le gouvernement actuel, les incitations fiscales et monétaires seront maintenues, en coordination avec l'exécutif», a-t-il ajouté.

EN BREF

VOLKSWAGEN

Possible absence de dividende

Le géant automobile européen Volkswagen, frappé par le scandale des moteurs diesels truqués, pourrait renoncer à verser un dividende au titre de 2015, a rapporté hier l'agence DPA.

Si aucune décision finale n'a encore été prise à ce sujet, l'espoir de voir verser aux actionnaires «ne serait-ce qu'un cent» pour l'exercice 2015 est faible, d'après un membre du conseil de surveillance cité par DPA et dont l'identité n'a pas été révélée.

LA BOURSE



LE BARIL



L'ONCE D'OR



DANS LE MONDE

ITALIE

L'indice de confiance des consommateurs italiens a augmenté légèrement, passant de 114,5 points en février à 115 points en mars, a annoncé, hier, l'Institut national des statistiques (Istat). L'indice composite mesurant la confiance des entreprises italiennes a en revanche nettement diminué, passant de 103,2 points à 100,1 points. Concernant l'indice de confiance des consommateurs, si la composante économique est en hausse, la composante personnelle connaît une petite baisse.

SUÈDE

La balance commerciale de la Suède s'est affichée dans le rouge en février, sous l'effet du déficit important des échanges du pays scandinave avec ses partenaires européens, selon des chiffres publiés mardi par l'institut statistique national. Les échanges avec les pays de l'UE ont reculé de plus de 8 % par rapport à janvier, affichant un déficit de 13,6 mil-

liards de couronnes (1,47 milliard d'euros).

YAHOO

Le groupe internet américain en difficulté Yahoo! a informé les candidats potentiels au rachat de certains de ses actifs qu'ils avaient jusqu'au 11 avril pour présenter leurs offres préliminaires, a affirmé le Wall Street Journal.

ZONE EURO

L'octroi de crédits au secteur privé en zone euro a de nouveau accéléré en février, avec une hausse de 1,1 % sur un an après 0,8 % en janvier, a annoncé hier la Banque centrale européenne.

ASSURANCES

Les deux sociétés d'assurance nipponnes Japan Post Insurance et Dai-ichi Life Insurance ont annoncé, hier, un partenariat pour proposer des produits financiers et autres à l'étranger.

Samsung Pay arrive en Chine

L'entreprise doit faire face à Alipay, du géant chinois Alibaba.

Le Sud-Coréen Samsung a annoncé, hier, le lancement en Chine, quelques semaines après son concurrent américain Apple, de son système de paiement électronique, un pari risqué sur un marché dominé par l'omniprésent Alipay du géant chinois Alibaba.

La deuxième économie mondiale est également le premier marché mondial du téléphone portable, et Samsung peut s'y appuyer sur un partenaire puissant : UnionPay (l'équivalent local de Visa ou de Mastercard) qui émet la quasi-totalité des cartes de paiement des banques chinoises. Mais contrairement à la majorité des autres pays, le paiement électronique est d'ores et déjà bien implanté en Chine.

Samsung devra également composer avec la présence de son concurrent Apple, qui a lancé son système Apple Pay le mois dernier, également en partenariat avec UnionPay.

Le géant sud-coréen indique que son système fonctionne d'ores et

déjà avec les cartes de neuf banques chinoises. Il est disponible sur ses Galaxy haut de gamme, mais les milieux de gamme devraient suivre prochainement. L'enjeu, dans un premier temps, sera pour Samsung Pay de s'implanter dans un marché très concurrentiel.

Alipay écrase le marché

Les transactions sur les systèmes tiers de paiement en ligne mobiles ont atteint dans le pays quelque 9 310 milliards de yuans (1 280 milliards d'euros) en 2015, un bond de 57 % sur un an, selon le cabinet spécialisé BigData Research. Mi-2015, près de 360 millions d'internautes chinois (soit plus que la population américaine) achetaient des biens et services via leurs smartphones, selon un centre gouvernemental de recherche sur l'internet.

Logiquement, le numéro un chinois du commerce en ligne Alibaba

a fait figure de pionnier, en s'appuyant sur ses plateformes de vente.

Sa plateforme de paiement Alipay, qui revendique plus de 400 millions d'utilisateurs «actifs», écrase aujourd'hui le marché chinois des paiements électroniques mobiles, dont elle contrôle environ 70 %, selon BigData Research.

En deuxième position figure le système concurrent du géant de l'internet Tencent, avec 17 % de parts de marché seulement. Il monte rapidement en puissance, dopé par les 650 millions d'utilisateurs de la messagerie WeChat opérée par le groupe. Les smartphones de Samsung ont récemment connu des revers de fortune en Chine.

Si la firme sud-coréenne était première des smartphones en Chine en 2012 et 2013, elle s'est fait dépasser par le Chinois Xiaomi en 2014.

Au dernier trimestre 2015, Samsung était sixième avec une part de marché de 7 % en Chine, soit près de la moitié de celle d'Apple (13 %).